

## Assez d'inflation ! Nous devons imposer l'augmentation générale des salaires

*Le projet de budget du gouvernement est discuté à l'Assemblée cette semaine. Il prévoit la fin des boucliers énergie. Les prix ont-ils baissé ? Pas du tout. Les prix des biens de première nécessité n'arrêtent pas de monter : alimentaire, essence et énergie ont augmenté de 20 à 30 % en un an. Remplir le frigo, faire le plein de sa voiture, tout cela devient un luxe ! Et comme c'est difficile de vivre sans manger, d'aller au travail sans se déplacer, pour tous les travailleurs dont les salaires quasi gelés fondent à vue d'œil face à l'inflation, le gouvernement a une réponse simple : continuez à vous crever au boulot.*

### Coups et propagande contre les travailleurs

Alors que 58 % des salariés ne se mettent pas en arrêt quand il le faudrait, le gouvernement déclare la guerre aux « arrêts de travail injustifiés ». Mais ce sont les conditions de travail et de vie, qui empirent à vue d'œil, qui sont responsables des arrêts de travail !

Le patronat n'arriverait pas à trouver de main-d'œuvre parce que les salaires et les cadences inhumaines qu'il exige font hésiter les demandeurs d'emploi ? Alors on déclare la guerre aux aides sociales : avec la réforme de l'assurance chômage qui s'annonce, de nouvelles conditions seront exigées aux allocataires du RSA, notamment 15 heures hebdomadaires de travail gratuit.

Le gouvernement fait donc la guerre à la paresse... supposée de la classe ouvrière ! La fainéantise des ultra-riches, c'est du PIB, car le PIB, c'est le travail des autres : 80 milliards d'euros de profits enregistrés par le CAC 40 pour les six premiers mois de 2023. Les profits des grands groupes, les dividendes des actionnaires, on n'y touche pas.

C'est pourtant en montant leurs marges et donc les prix que les patrons engrangent leurs milliards sur le dos des salariés. Ça se voit. Mais, en attaquant fort, en culpabilisant les travailleurs, le gouvernement espère que ne viendra à personne l'idée de réclamer. Un bluff risqué pour eux.

### La lutte est à l'ordre du jour

L'inflation est mondiale. Le patronat aussi. Ce n'est pas une situation « franco-française ». Aux États-Unis, la grève des ouvriers de l'automobile se poursuit : tenace et explosif, leur combat a forcé les politiciens en

campagne - Trump et Biden - à se rendre sur les piquets. Ces politiciens bourgeois prennent la température, car l'exemple de la grève pourrait parler à tous les travailleurs de là-bas.

Mais pour nous aussi, ici en France, c'est un exemple. Dans le monde du travail tout entier, c'est la grève qui nous donnerait la force de répondre aux attaques. Les discussions feutrées entre gouvernement et directions syndicales durant une conférence sociale prévue pour octobre ne résoudront rien. On y posera la question des salaires en la dispersant branche par branche et en discutant pourcentages à un chiffre, car ce sont les limites du « raisonnable ». Oui, c'est toujours ceux qui ont le frigo plein qui sont raisonnables. Si nous voulons gagner, il faut jouer à domicile : dans la rue et sur les lieux de travail. Ce qui est raisonnable, c'est vouloir vivre et non survivre.

Les directions syndicales appellent à une journée de mobilisation le 13 octobre, pour les salaires. C'est plus que nécessaire. Ce sera une occasion d'imposer notre présence et nos revendications :

- **400 à 500 euros d'augmentation de salaire pour toutes et tous ;**
- **pas un salaire, pension de retraite ou allocation au-dessous de 2000 euros net ;**
- **lorsque les prix augmentent, les salaires et pensions doivent automatiquement suivre.**

Soyons nombreux en grève et en manifestation ce jour-là. Que la conférence sociale commence un peu plus tôt que prévu... avec quelques millions d'invités-surprise !

**Vendredi 13 octobre GRÈVE & MANIFESTATION 10h30 Place d'Armes à Metz**

**Le secteur social et médico-social est dispersé dans des champs professionnels divers avec des petites équipes de travail. Ce bulletin est donc diffusé en petit nombre, s'il t'a intéressé, fais le circuler autour de toi.**



## Étudiant-e-s en travail social de Grenoble : premières victoires à pérenniser et généraliser

A Ocellia, l'école de travail social de Grenoble, après 3 mois de mobilisation majoritaire les étudiants ont obtenu des premières victoires. Un poste de coordo pour aider la recherche et le suivis des stages, la direction a reconnu la banalisation des cours lors du mouvement de grève, un budget débloqué pour le dispositif H+ (concernant l'accueil des étudiants en situation de handicap), la restauration au tarif CROUS pour les étudiants payant la CVEC. Évidemment, la direction générale de l'école tente de revenir sur le droit de grève, de le conditionner et maintient sa politique d'infantilisation. Elle annonce vouloir sanctionner tout étudiant absent au delà de 5 %, même justifié (ce qui dans certaines formations représentent moins de 20h). La nouvelle "directrice de transition" est spécialiste de la gestion de crise. Rassurez-vous, il n'y a pas de crise à Ocellia, seulement des étudiants qui prennent conscience de leur force collective ! C'est elles et eux qui travaillent et étudient, c'est donc à elles et eux de décider ! La lutte des travailleuses et travailleurs en formation d'Ocellia est soutenue et continue à inspirer bien au delà de Grenoble, c'est possible de gagner des postes et de défendre ses droits !

## Aide Sociale à l'Enfance en Moselle : sous-effectif, épuisement et perte de sens

Le Conseil Départemental demande aux agents de l'ASE de faire toujours plus de suivi et de travail sans plus de moyens humains et matériels. Les équipes sont à bout de force et les arrêts maladie se succèdent. Et pendant ce temps des mesures de placements ne peuvent être appliquées et ce sont des enfants qui restent en danger. Une situation dramatique dont la presse s'est fait l'écho début septembre (*Républicain Lorrain* et *La Semaine*) mais le département lui ne prend aucune mesure sérieuse. Ses responsables ont concédé le recrutement de trois travailleurs sociaux en février 2024 quand il en faudrait des dizaines immédiatement !



## Qui sommes-nous ?

Étudiants ou travailleurs du secteur social, nos pratiques professionnelles sont au cœur des contradictions du système capitaliste. En première ligne face à l'exclusion, aux inégalités, à la violence sociale, au racisme et au sexisme, nous constatons bien que nos interventions sont souvent une goutte d'eau dans un raz-de-marée de destruction des droits sociaux et de creusement des inégalités. Comment parler de protection de l'enfance quand l'Etat stigmatise une partie de la jeunesse ? Nous sommes anticapitalistes et révolutionnaires car le capitalisme est responsable des maux qui rongent notre société et qu'il n'est pas réformable. Nous militons pour une société sans exploitation et sans oppression, où la majorité de la population, celle qui fait tourner la société, prendra les décisions dans les entreprises, les quartiers, les écoles... Pour la construire, il faut nous rassembler, échanger, lutter toutes et tous ensemble : professionnels, étudiants, personnes accompagnées. Ne comptons que sur nos propres forces et nos mobilisations.

**Si ce bulletin t'a plu, fais-le lire à tes collègues et n'hésite pas à nous transmettre des informations ou à prendre contact : [npa.metz@gmail.com](mailto:npa.metz@gmail.com)**

## Mineurs isolés : rapport alarmant de l'Unicef

Selon un rapport de l'Unicef, de multiples obstacles administratifs contrarient le parcours scolaire des 25000 mineurs isolés sur le territoire français. Ces obstacles favorisent leur retard d'apprentissage, ces jeunes migrants perdant jusqu'à trois ans de scolarité. Dans ce pays, les enfants sans représentation légale ne bénéficient pas d'une protection et d'un accompagnement scolaire satisfaisant au regard de la Convention internationale des droits de l'enfant. L'Unicef épingle notamment un trop faible investissement des conseils départementaux, responsables de la protection des mineurs isolés, dans la prise en charge scolaire de ces jeunes. Le rapport estime que « les départements ne scolarisent que très rarement les mineurs non accompagnés durant la phase d'accueil et d'évaluation » et regrette également que « les délais importants de l'orientation nationale, de l'évaluation de leur niveau scolaire et d'affectation dans un établissement retardent souvent leur accès à l'école ». La lenteur des procédures reviendrait à la perte de 500 à 3000 heures de cours, l'équivalent de six mois à trois ans sans scolarisation. Ce qui fait dire à Adeline Hazan, présidente de l'Unicef France : « Nous sommes en train de pénaliser toute une génération d'enfants dont la santé mentale et l'avenir sont en jeu. » Ce qui ne semble pas perturber beaucoup les pouvoirs publics.

## Accéder à ses droits, c'est aussi un business !

C'est environ un tiers des potentiels bénéficiaires des allocations chômage, du RSA ou d'autres aides sociales qui ne les perçoivent pas. Entre autres raisons le manque de moyens programmé des différents organismes concernés et la complexité des démarches à effectuer. C'est l'occasion pour des « entrepreneurs » de faire du fric sur le dos des publics en question. Le site [mesalocs.fr](http://mesalocs.fr), par exemple, propose une simulation des aides possibles puis un « accompagnement » payant pour effectuer les démarches. Peu importe que cette pratique soit illégale selon l'article 554-2 du Code de la sécurité sociale.